

PDG/Réunions du Comité permanent du bureau politique et du bureau politique

Redynamiser le parti !



Le président du PDG, Ali Bongo Ondimba, et son secrétaire général, Faustin Boukoubi.

J.O.
Libreville/Gabon

Au tour de leur « Distingué Camarade président », Ali Bongo Ondimba, les cadres dirigeants du Parti démocratique gabonais (PDG), à travers le Comité permanent du bureau politique et du bureau politique, se sont retrouvés, hier, au stade d'Angondjé dans la commune d'Akanda, au nord de Libreville. Il était, entre autres, question de faire le point après les derniers sou-

sauts vécus par la formation politique au pouvoir .

LES membres du Comité permanent et du bureau politique du PDG étaient, hier, en réunion autour du président de leur parti, Ali Bongo Ondimba. A l'ordre du jour de cette rencontre au sommet, redonner un nouveau souffle à cette formation politique suites aux turbulences qu'elle a récemment connues, avec les démissions et les exclusions de certains cadres. Dans un contexte de préparation du scrutin prési-



La réunion du Comité permanent du bureau politique.

dentiel, ces retrouvailles s'imposaient dans le but de garder les troupes en ordre de bataille.

Tour à tour, les composantes du secrétariat exécutif se sont attelées à faire un état des lieux de la situation. Si le secrétaire général adjoint, Koumba Souvi, est revenu sur les conditions d'un retour à la sérénité après les dissensions et les exclusions, Eric Dodo Bounguendza, du Centre d'études politiques a mis l'accent sur une approche transversale de ces remous. Avec en point d'orgue le retour de la confiance parmi les militants. Tout comme, le responsable de la discipline au PDG, Emmanuel Nze Be-

kale, a insisté sur le respect des statuts, qui sont pour lui, clairs, pour justifier les exclusions de certains «camarades». Des sanctions dont la portée, à l'en croire, est d'être à cheval sur les valeurs d'exemplarité qui fondent cette chapelle politique. Soulignant que des avertissements et autres avaient été envoyés aux militants en cause.

De son côté le secrétaire général adjoint, chargé de la jeunesse, Vivien Amos Pea Makaga, a abordé l'état d'esprit des jeunes Gabonais. Diagnostiquant cinq catégories de jeunes, il a invité le président du parti à consacrer son prochain mandat, s'il est élu, à la jeunesse. Non sans relever que



Celle des membres du bureau politique.

faire de la politique c'est «contribuer, construire, développer, changer et gagner ensemble». Dans la même lancée, la SGA, en charge de l'UFPDG, Chrystel Limbourg Iwanga, tout en exaltant la décennie de la femme, a réaffirmé le soutien indéfectible des femmes au président du parti. Non sans énumérer leurs nombreux besoins. Revenant sur les propos des uns et des autres, le secrétaire général du PDG, Faustin Boukoubi, les a appelés à la mobilisation, à se remettre sur le terrain, et surtout à rassurer les populations sur la bonne santé dudit parti malgré les dernières secousses. Il a insisté sur les valeurs d'unité

afin d'être à la hauteur des échéances à venir. L'élection présidentielle notamment.

Enfin, le président du PDG, Ali Bongo Ondimba, s'est dit prêt à assumer la confiance que lui ont accordée les militants, en le désignant candidat à l'élection présidentielle d'août prochain. Avant d'appeler à l'unité et à lutter contre les différences qui nuisent au fonctionnement du PDG.

A noter que ces retrouvailles se sont déroulées en deux temps. D'abord, le Comité permanent du bureau politique, vers 10 heures. Ensuite, le bureau politique, à partir de 11 heures.

Adere (tendance Florentin Moussavou)

Les militants dénoncent les agissements d'un des leurs

J.K.M
Libreville/Gabon

DANS une déclaration lue, hier, au siège de leur formation politique, par leur porte-parole, Anicet Yolla-Wada, par ailleurs vice-président de l'Alliance démocratique et républicaine (Adere), les militants de l'Adere originaires du Haut-Ogooué ont dénoncé et condamné les agis-

sements de Victor Missanda, coupable à leurs yeux de "jeter l'opprobre sur le président de l'Adere, Florentin Moussavou" et "d'avoir posé deux actes majeurs mémorables politiquement scandaleux". Notamment "s'être affiché publiquement aux côtés de Didjob Divungi Di Ndinge, passé à l'opposition", puis cautionné et pris part au congrès des partisans de l'ancien vice-président de la République, les 19 et 20 décembre 2014 à Libreville.

D'un ton particulièrement acerbe, M. Yolla-Wada a battu en brèche tous les propos tenus par M. Missanda, selon lesquels leur formation politique aurait perdu pied à Port-Gentil, l'une de ses anciennes places fortes, tout en dénonçant ouvertement le fait que Florentin Moussavou "n'a jamais été candidat à une quelconque élection politique". Tout comme il a condamné le fait que Missanda continue à se prévaloir "avec suffisance devant la

presse du titre de président du Conseil politique de l'Adere, alors qu'il s'est odieusement servi de ce titre pour enliser le parti".

Au regard de telles dérives, les cadres et militants de l'Adere originaires, tout comme M. Missanda, du Haut-Ogooué, ont exhorté le directoire de leur formation politique à mettre un terme à de tels agissements qui, selon eux, frisent l'indiscipline. D'autant que M. Missanda mènerait une "sédition



Le vice-président de l'Adere, Anicet Yolla-Wada, lisant la déclaration.

en règle en utilisant le mensonge, expression achevée de l'indigence en politique, arme utilisée par tous ceux qui n'ont rien d'autre à proposer que la perfidie et la zizanie".

Tribune des Partis politiques

Zizanie !

"DÈS que nous tenons une opinion, elle nous tient." Le philosophe Alain ne savait pas si bien dire. Entendu qu'aujourd'hui, au sein de l'Alliance démocratique et républicaine (Adere), nombre de militants, aux dents longues et bien aiguisées, considérés du reste comme de simples "hommes de troupe", mais visiblement avides de pouvoir, tentent désormais, certainement pour en tenir les rênes, de démanteler une écurie politique qui, naguère unie, faisait pourtant partie du quarté des meilleures formations politiques du pays.

Couvant sous la cendre du vivant de Noël Mboumbou Ngoma, considéré comme l'un des "patriarches" respectés par tous les militants, l'ambiance est devenue davantage délétère après la mort subite, en janvier 2014, de son deuxième président, Dieudonné Pambo.

Or, apprend-on, à cette époque, le parti aurait pu faire son deuil et survivre par-delà ses dissensions internes, si en aval, ceux des hiérarques du parti – au nombre desquels on cite le président du Conseil politique d'alors, qui en avait habilité – avaient pris la mesure de leurs responsabilités en s'arc-boutant,

simplement, sur les dispositions statutaires, qui donnent un délai de 60 jours francs pour organiser un congrès en cas de vacance de la présidence du parti.

Toute chose qui aurait eu à la fois le mérite de mettre en place un nouveau bureau directeur, et d'éviter à ceux qui étaient censés convoquer cette grand-messe politique d'être accusés aujourd'hui, par de nombreux "patriotes" ou "adéristes", comme étant les vrais promoteurs de la déliquescence que connaît leur habitacle politique.

Or le risque encouru a été que, devant le "dépassement grossier" des délais impartis, chacun a commencé à revendiquer sa part du gâteau en se réclamant, parfois à tort, de faire partie de la liste, finalement non exhaustive, des créateurs de cette marque de fabrique politique.

Toutefois, pour ne pas laisser le chienlit s'installer ou cautionner le passage en force qui se dessinait du côté des "Divungi-boys", la base décida de prendre les choses en main en convoquant, pour mémoire, le congrès du mois de décembre 2014 à Port-Gentil. A l'issue duquel, Florentin Moussavou fut élu pré-

sident de l'Adere. Et avec lui, plusieurs vice-présidents au nombre desquels M. Bekale, qui lui en voudrait aujourd'hui pour n'avoir pas, apprend-on, nommé des militants estampillés Adere à certains postes de responsabilité au ministère de l'Éducation nationale et de l'Enseignement technique. Comme si ce portefeuille ministériel, propriété de l'État, était devenu une succursale du parti.

Hier, répondant à une attaque en règle de Victor Missanda et Bekale, à l'origine d'une conférence de presse tenue à Essassa, au cours de laquelle ils dénonçaient la gestion du parti par leur mentor, un autre collectif d'autres militants et cadres menée par l'un de ses vice-présidents, en l'occurrence Anicet Yolla Wada, sont sortis de leur réserve pour condamner, mais avec la dernière énergie, les agissements de ces deux frères d'armes. Qui, hier encore, "après avoir quitté Didjob Divungi Di Ndinge," veulent maintenant dilapider l'héritage reçu des militants au terme du "congrès libérateur" de Port-Gentil.

En ceci que les deux frondeurs joueraient à un double jeu. Celui, selon eux, d'être tout en étant en intelligence avec le maillon opposé à

l'appartenance de l'Adere au sein de la grande famille de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence, et qui tenterait aussi, de manière à peine voilée, "d'opérer un passage en force" à la tête d'un label politique dont ils n'auraient ni les droits, ni les capacités suffisantes pour se réclamer ou espérer un jour présider la tête de cet habitacle politique.

"Nous cadres et militants de l'Adere ressortissants du Haut-Ogooué, prenons à témoin l'opinion nationale et internationale, à ce point harcelée par Victor Missanda, qui la considère comme ignorante de l'actualité politique dans notre pays, que nous ne nous reconnaissons pas dans ses agissements qui relèvent même d'une indiscipline caractérisée que nous dénonçons fermement, en demandant d'ailleurs au directoire du parti, qu'il croit intimider, que ces incartades soient effectivement traitées comme des actes consommés d'indiscipline".

Histoire, à coup sûr, de mettre définitivement un terme à la zizanie entretenue au sein de cette aile de l'Adere.